

Socialter - Le magazine de l'économie nouvelle génération



La crise du salariat aura-t-elle lieu ?

Cet article a initialement été publié sur le site de OuiShare, communauté internationale autour de l'économie collaborative. <http://magazine.ouishare.net/fr>

« Depuis l'éclatement de la bulle des supprimes en 2007, cinq ans de désordres économiques profonds n'ont toujours pas décidé la qualification définitive des choses. Et la question est toujours ouverte de savoir si ce même ensemble d'affections économiques et sociales n'a déterminé aucun mouvement collectif d'ampleur [...], ou bien produit des affectifs collectifs mais porteurs de remises en cause limitées, à l'image du New Deal de Roosevelt qui maintient dans le capitalisme mais en reconfigurant le régime d'accumulation. Ou bien déclenché la formation d'une puissance collective révolutionnaire – la « catastrophe » ? »

Frédéric Lordon, *La crise économique et ses passions*

La crise est aujourd'hui l'explication générique la plus fréquemment invoquée pour justifier tous les maux des pays occidentaux. Si certains intellectuels, lassés d'entendre un mot si galvaudé qu'il ne provoque plus l'effroi sacré, lui préfèrent « transition », « changement de monde », ou encore « métamorphose », le constat demeure le même : la crise est notre condition permanente et ne laisse augurer aucune sortie par le haut.

Au milieu des efforts pour caractériser cette condition qui échappe aux cadres intellectuels et historiques traditionnels, la symbolique de crise a déserté le champ de la rationalité pour se glisser dans des oripeaux moralisants : qu'est-ce nous vivons sinon une crise des valeurs, une crise de la civilisation occidentale ? Quant à l'analyse économique, elle invoque à son habitude indicateurs et responsabilité des politiques, si bien que ces derniers nourrissent une obsession pathologique pour les variations chiffrées même les plus infimes.

Impuissants à éclairer les profonds ébranlements qui touchent l'Etat, les institutions, les élites, le politique, l'écologie, la géopolitique, la société civile, **le moralisme et le positivisme économique font le lit des discours populistes et des gouvernements technocratique.** Or, parce qu'elle est forcément liée à un affaiblissement des institutions et de l'autorité en place, une crise est l'occasion unique d'initier les structures qui sous-tendent un projet de société renouvelé. Et si nous posons les bases d'un discours

philosophique et politique de crise, loin du moralisme et du positivisme économique ?

La crise, c'est lorsqu'un système devient autophage

Qu'est-ce qu'une crise ? Trois définitions éclairent ce concept aux contours flous :

- **la définition du philosophe**, Hannah Arendt (1) : la crise est cette brèche entre le passé et le présent où la tradition, l'histoire, les théories passés ne nous sont plus d'aucune aide, et où nous devons apprendre à agir avec la seule aide de nos volontés et libre arbitre.
- **la définition du politologue**, Antonio Gramsci : « *La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés* » (2).
- **la définition des économistes** (hétérodoxes) de l'école de la régulation : la crise est le moment où un système institutionnel, et / ou, un certain régime d'accumulation du capital (par exemple, le régime fondé sur la production et la consommation de masse), ne parviennent plus à assurer une régulation et l'expansion du système capitaliste.

Bien qu'elles se rapportent à des traditions philosophiques différentes (3), elles se rejoignent sur cette idée commune : pour parler de crise, il ne suffit pas qu'il y ait récession, que les institutions s'écroulent ou même que le système démocratique vacille.

La crise entre en scène lorsque les principes qui ont jusqu'alors été au fondement du bon fonctionnement d'un système deviennent tout à coup la cause principale de son ébranlement. Le système immunitaire de l'organisme malade s'est retourné contre lui-même, à chaque nouvel anticorps produit, les chances de survie déclinent irrémédiablement.

A la racine de toutes les crises (conjonctuelles), la crise (structurelle) du salariat

Quel est ce pilier du système capitalisme à économie de marché identifié aujourd'hui comme la cause principale de son ébranlement ?

C'est le salariat.

Parce qu'il sous-tend le système de production, de consommation, d'éducation, de protection sociale, d'intégration et d'identité individuelles et collectives, la remise en cause du salariat comme forme dominante de travail et **autorité symbolique** est la seule variable qui éclaire l'ensemble des bouleversements en cours. Cette idée remonte à Marx : toute crise serait d'abord celle d'un rapport de production, et donc du travail, qui est le générateur de valeur fondamental du rapport de production capitaliste.

Au fond, il ne s'agit pas de trancher la question du caractère transitoire du salariat dans l'histoire ni de déterminer s'il est définitivement condamné ou réduit à vivre aux côtés de formes de travail les plus diverses (4), telles que le travail indépendant, à la demande, ou encore l'entrepreneuriat. Mais plutôt celle-ci : les dynamiques qui résultent de cette crise du salariat inclinent-elles vers la fondation d'un nouveau système socio-économique, **un post-salariat doté de nouvelles institutions régulatrices** ? Ou alors, allons-nous vers la restauration du salariat sous une forme plus ou moins altérée, **un néo-salariat déguisé en travail indépendant** ? A contre-courant des discours apparemment progressistes, n'assisterait-on pas à une adaptation des institutions destinées à rendre le capitalisme de plateformes supportable pour la multitude et, par conséquent, d'assurer sa pérennité ?

Post-salariat vs néo-salariat (5) : la guerre est déclarée

Qu'entendons-nous par **post-salariat** et **néo-salariat** ? C'est une façon de figurer deux horizons vers lesquels la situation actuelle – en équilibre instable – peut évoluer.

- en parlant de **post-salariat**, je me réfère à un système qui ne dépende pas du salariat comme mode **majoritaire (6)** d'organisation socio-économique (*via* le cycle de production et de consommation), de sécurité sociale et d'intégration civique. Les institutions socio-économiques régulant un tel système seraient forcément différentes de celles que l'on connaît aujourd'hui, ces dernières étant adaptées uniquement à un capitalisme de plein emploi. Les moyens de production peuvent y être concentrés (plateformes) ou quasi-socialisés (coopératives et communs), mais l'examen de tels scénarios sort du propos de cet article. En revanche, ce système ne nous dit rien sur les institutions politiques et la façon de garantir la justice sociale : on peut tant imaginer un post-salariat inclusif *via* un système de redistribution large de la valeur créée qu'une société polarisée et hyper inégalitaire, où la plus grande partie de la population (non salariée et privée de capital) vivote de minima sociaux.
- le **néo-salariat**, c'est *a contrario* un système fondé sur la forte dépendance économique et le lien de subordination plus ou moins insidieux entre les détenteurs de capitaux et les travailleurs. La différence avec le salariat classique, c'est qu'il se situe hors du droit social (notamment le contrat de travail). Par conséquent, l'équilibre de rapports de force conquis au fil du XXème siècle et inscrit dans la loi ne s'y appliquerait plus : les travailleurs supportent des risques auparavant pris en charge par l'employeur et / ou la société (baisse d'activité, maladie, retraite, chômage). Néanmoins, quelle que soit la forme contractuelle pratiquée, **ses caractéristiques socio-économiques demeurent strictement identiques à celles du salariat**. Le travail subit ainsi le sort de la terre au XVIIIème siècle, arrachée aux paysans et mise directement sur le marché. Plus liquide, peu voire pas réglementé, la seule manière de limiter les dégâts sociaux inévitables de ce système est soit de socialiser les risques *via* un nouveau système de solidarité sociale ou un revenu minimum garanti, soit de les faire porter sur les intermédiaires (les plateformes), ce qui revient à le faire retourner dans le giron du salariat.

A première vue, le capitalisme financier fondé sur le salariat semble particulièrement résilient à la crise de ce dernier. Les banques **voient leur profits exploser**, les élites, avec leur esprit de corps, n'ont jamais été aussi **puissantes**, les multinationales, et les GAFAs en première ligne, connaissent **un âge d'or** et le **financement des jeunes entreprises** bat son plein. Surtout, malgré les dysfonctionnements des démocraties occidentales et la **perte patente d'autorité qui les accompagne**, aucun changement de cap radical n'est observable.

A considérer la remarquable constance des discours prônant le retour du plein emploi et l'autorité inaltérée de la *doxa* économique néo-classique (austérité, sacralisation de la dette, démantèlement des droits acquis), tout se passe comme si le déclin relatif du travail salarié et la précarisation accrue du statut de tous les travailleurs, salariés ou pas, n'avaient en rien affecté les fondations du système et que les politiques appliquées par les gouvernements allaient bien finir par nous tirer de la crise. Ainsi, comme le disent de plus en plus de voix discordantes, **la fin du salariat ne serait pas encore pour demain**.

| **Post-salariat 0 : Néo-salariat 1**

Néanmoins, si les formes d'économie alternatives n'ont pas supplanté ou transformé le capitalisme, les économies collaborative, circulaire, contributive, pair-à-pair, open source, ont joué **un rôle critique** dans la montée en puissance de nouvelles formes de travail. Qu'elles se combinent au salariat ou au travail indépendant classique comme complément de revenu (majorité des cas) ou les supplantent (dans certains secteurs très précis comme les VTC), ces formes de travail (7), qu'on les appelle travail à la demande ou digital, se développent à la marge du salariat et donc en dehors des dispositifs de protection sociale et des droits sociaux. Même si la part relative de ces travailleurs *outsiders* n'a pas encore dépassé celle des salariés traditionnels (aux États-Unis, ce seuil **pourrait** être atteint dès 2020), **la pérennité d'un système juridique, fiscal et social taillé sur mesure pour un contrat de travail salarié apparaît fort compromise**.

| **Post-salariat 1 : Néo-salariat 1**

La conclusion précédente – là où s'arrête la majorité des analyses de ces nouvelles formes de travail – tient debout tant qu'on considère, d'une part, qu'il y a une « force naturelle » à l'oeuvre de ce processus et, d'autre part, que le salariat se définit exclusivement par ses caractères juridiques, à savoir le contrat de

travail et le lien de subordination. Voyons ce qu'il en est réellement.

D'abord, la montée du travail à la demande n'est qu'une dynamique parmi d'autres forces non moins puissantes. Car ces nouvelles formes de travail ont plus d'un ennemi ! Les *insiders*, qu'il s'agisse des taxis ou des salariés en CDI, ont pour précieux allié les autorités institutionnelles et politiques qui voient dans les Amazon Mechanical Turk, Uber et consorts une force capable de faire vaciller l'assise de leur pouvoir. **Mais la résistance principale semble venir :**

- **des juges**, qui n'ont pas l'habitude de s'arrêter à la qualification clamée par les cocontractants et s'intéressent aux faits : en témoigne la [requalification](#) d'un contrat Uber en contrat de travail par le tribunal de Californie en juin dernier;
- les travailleurs indépendants eux-mêmes : la condamnation fut suivie par l'ouverture d'une [action en nom collectif](#) qui permet à près de 160 000 conducteurs Uber de demander en justice une telle requalification. Une décision favorable mettrait un coup d'arrêt brutal à la progression du travail à la demande.

Car si on laisse un moment le droit pour s'intéresser à la **définition économique de l'activité salariée sur ses propriétés proprement juridiques (8)**, la **condition socio-économique d'un chauffeur Uber**, archétype du travailleur à la demande, **ressemble bien davantage à celle d'un travailleur journalier de la fin du XIX^{ème} siècle qu'à celle d'un travailleur indépendant** (forte relation de dépendance économique, supporte tous les risques, est choisi plutôt qu'il ne choisit, etc.). Parce qu'aucun syndicat ou parti politique ne fédère ces travailleurs, leur condition politique est encore pire. Comme il y a plus d'un siècle, entre l'idéal d'un pays de « petits entrepreneurs », équivalent moderne des petits propriétaires chers au républicains libéraux des débuts de la III^{ème} République, et la réalité, il y a un gouffre.

En réalité, l'avènement d'un « néo-salariat » remis à l'ordre du jour par la « [flexisécurité](#) » et un démantèlement du code du travail (sans contreparties) est probablement l'espoir de maints représentants des élites qui doivent leur rente économique, symbolique et politique au salariat, néo ou pas. Cette nouvelle forme du salariat, débarrassée des oripeaux du droit social et couverte des paillettes empruntées au travail indépendant, représente une forme encore plus insidieuse et extractive que le salariat traditionnel. **Une forme totalement atomisée et liquide de cet actif qu'est devenu le travail humain sans qu'aucun des intermédiaires traditionnels – l'organisation, le syndicat, la guilde, la branche – ne vienne jouer le rôle d'organisation et de tampon entre le travailleur et le marché.**

C'est aussi de cette manière qu'on peut interpréter l'attentisme des uns et des autres : un soutien ambigu au dumping social.

Post-salariat 1 : Néo-salariat 2

C'est là où le bât blesse : pendant que les uns se battent pour la sauvegarde du salariat et le retour du plein emploi coûte que coûte et que d'autres tirent profit de la fragilité des travailleurs pour instaurer un modèle néo-salarial hors de tout contrôle, la crise continue à produire des effets irréversibles dans l'ensemble du tissu économique et social.

D'une part, et en dépit des exemples grec et espagnol, la plupart des gouvernements ne mesurent pas et se trouvent désarmés face à la violence que peut susciter une variation même infime d'un taux de chômage, une fois qu'un [seuil critique](#) a été dépassé ou qu'un [plan social de trop a été](#) annoncé. D'autre part, qu'il s'agisse de l'impuissance de nos modèles à intégrer la multitude, de l'inadaptation de la protection sociale aux nouveaux risques, de la résonance croissante des discours qui prônent le repli sur soi, de la crise migratoire et écologique, du démantèlement des filets de sécurité : **la myriade de brèches ouvertes par la crise du salariat rend peu envisageable une résolution sans que les institutions existantes ne soient affectées.**

Comme le montre l'exemple de l'institution de l'Etat Providence au XX^{ème} siècle, seules la fondation de nouvelles institutions de protection sociale est à même de rendre un système basé sur le néo-salariat supportable pour le grand nombre, et donc de le maintenir en vie. Or, comme personne ne semble préoccupé par l'établissement de nouvelles institutions avant que la crise ne se transforme en soulèvement, les perspectives d'une transition paisible vers un modèle néo-salarial semble s'éloigner de jour en jour.

Notre héritage est précédé de nombreux testaments (9)

Pour autant, la seule instauration de nouvelles institutions, et en particulier d'un nouveau système de sécurité sociale, que tout fin observateur qui se respecte ne cesse d'appeler de ses vœux, **n'est pas une feuille de route suffisante pour sortir de la crise et / ou éviter la catastrophe**. Car ce que révèlent les frictions entre les salariés et les indépendants, entre les *insiders* et des *outsiders* toujours plus nombreux, entre les vieux éléphants et les générations nouvelles, c'est non seulement que le travail est en miette, mais que la société toute entière l'est comme par ricochet. Les solidarités du XXème siècle ont éclatées, la défiance se généralise, les parts de gâteaux minuscules sont enviées par ceux qui récoltent les miettes, et pendant ce temps, les élites regardent ces batailles entre précaires avec au choix : désarroi, cynisme, satisfaction ou mépris.

Si chaque crise a sa part d'irréductible, l'histoire nous donne un intéressant éclairage quant aux facteurs qui pourraient contribuer à une sortie d'une crise par le haut ou, alternativement, à l'avènement des temps les plus sombres :

- le **New Deal**, c'est à dire la mise en place rapide, décidée et massive de nouvelles institutions de protection sociale et de régulation de l'activité économique adaptée aux métamorphoses en cours;
- dans un registre moins joyeux, l'**Allemagne d'Hitler** dans les années 30, soutenue par une bourgeoisie industrielle complaisante et une gauche réduite à néant : symbole de la conquête du pouvoir par des franges populistes d'extrême droite qui achètent le silence du peuple à coup de croissance, emploi et "sécurité culturelle";
- la propulsion accélérée de feu le **peuple soviétique** depuis sa cage rouillée dans une jungle ultra-capitaliste, avec une dérégulation sauvage sans aucune contrepartie de tous les secteurs dans un pays qui n'y était nullement préparé, l'enrichissement incommensurable (et criminel) pour quelques uns et l'appauvrissement immédiat de tous les autres, le tout agrémenté de violences nationalistes, religieuses et sociales que des décennies de bourrage de crâne idéologique n'auront pas su éteindre.

Outre les multiples spécificités historiques, politiques et culturelles, qu'est-ce qui différencie le New Deal des autres crises des pays occidentaux qui se sont, elles, soldées par des drames ? Ce n'est pas l'instauration d'un nouveau pacte de protection sociale et la remise sur pieds économique : l'Allemagne nazie a précisément joué ce rôle. Ce n'est pas non plus le passage à un régime plus démocratique et la conquête de nouvelles libertés civiles et économiques : il y a une blague courante en Russie qui dit peu ou prou que la seule constitution plus démocratique que celle d'Eltsine est celle de Staline (sous-entendu : les deux sont excellentes sur le papier). S'il y a des facteurs qui démarquent le New Deal, ce sont ceux-ci :

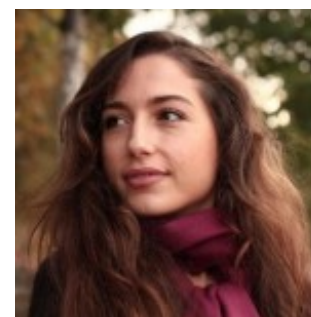
- inclusion du peuple et rupture volontariste avec certains privilèges : sans sous-estimer les conflits qui jalonnèrent le New Deal, **ce dernier s'est fait avec le peuple et non contre lui**. En revanche, il s'est fait **en dépit des élites**, leur imposant des mesures qui réduisirent leurs prérogatives et libertés économiques, notamment dans le secteur bancaire et financier;
- **création de contre-pouvoirs et de solidarités inédits et inimaginables quelques années plus tôt** (principalement à travers le Social Security Act) entre des corps sociaux qui ne trouvaient pas ou peu à s'exprimer dans la vie socio-économique : syndicats, consommateurs, chômeurs, retraités, etc.
- **reconnaissance de la question sociale comme déterminante dans la poursuite du projet démocratique des États-Unis** : la protection des libertés et la poursuite du bonheur – et de la prospérité – n'ont guère de sens si la condition sociale de la population est laissée aux seules forces du marché et aux inégalités.

Cette dernière condition est fondamentale, et c'est également celle qui a fait du projet de Sécurité Sociale

du CNR (porté par Pierre Laroque) un moteur d'intégration démocratique à travers la création de solidarités entre des groupes et corps sociaux structurellement en tension. Le symbole en est la gestion paritaire, aujourd'hui fortement critiquée. Comme l'explique avec force Colette Bec (10), le projet au coeur de la démocratie sociale vise à "redéfinir le rapport de la population à la vie publique, le rapport entre la société civile et la politique. Il s'agit d'amener les citoyens à s'intéresser à la chose publique, à prendre part activement aux débats sur des questions qui les concernent et qui les responsabilisent dans le rapport à la collectivité".

Ma conviction est que ces trois moteurs – alliance entre des groupes en conflit, institutions jouant le rôle d'intégration politique, définition de ce qu'est la nouvelle question sociale – nécessitent un mouvement social d'ampleur. Pour cela, il faut dépasser les antagonismes entre les salariés et les indépendants, les rentiers de situation et les pseudo-disrupteurs, bref, entre des groupes sociaux dont les points communs sont bien plus nombreux que les différences : les nombreux risques qu'ils subissent (indépendants) ou subiront demain (les fonctionnaires, pour ne citer qu'eux) en font tous des sujets de la nouvelle question sociale. Et parce qu'ils en sont les sujets, ils doivent en devenir les acteurs suffisamment lucides pour comprendre qu'un nouveau système économique ne se fera qu'à travers l'institution de nouvelles solidarités qui puissent tous les inclure.

Diana Filippova est auteure, activiste et Connector [Ouishare](#)



NOTES :

1. Hannah Arendt, *La Crise de la Culture*
2. Antonio Gramsci, *Notes de Prison*
3. Philosophie de l'action pour Arendt, structuralisme pour l'école de la régulation, matérialisme pour Gramsci.
4. Aussi légitime soit-il, ce débat nous projette cinquante ans dans le futur, ainsi peut-on le laisser provisoirement de côté pour se concentrer sur un horizon plus proche avec son bataillon de problèmes bien plus urgents.
5. Comme dans le cas de la Restauration qui suivit la révolution, les bases posées lors de la crise peuvent produire leurs effets majeurs des décennies plus tard, à l'instar de la 3ème République.
6. Le salariat peut très bien survivre *ad vitam*, mais L'idée étant de se tenir éloigné du maximalisme qui fait de la disparition ou non du salariat une question de principe qui paralyse tout débat.
7. Parmi les très nombreux livres sur le sujet : [Qu'est-ce que le Digital Labor](#) de Casilli ou encore le chapitre consacré au travail dans notre livre [Société Collaborative, la fin des hiérarchies](#).
8. Le travailleur salarié est une personne dont le principal facteur de production est sa force de travail qui ne possède que sa force de qu'il ne peut faire fructifier qu'en passant par un intermédiaire. Il demeure exclu ou inclus de façon marginale dans la gouvernance et le partage des gains récoltés par cet intermédiaire.
9. En contraposée à la citation de René Char, poète, résistant, intellectuel, à propos de la lutte résistante dans *La crise de la culture* d'Arendt ("Notre héritage n'est précédé d'aucun testament")
10. Colette Bec, *La Sécurité Sociale*